

FIAC

FOIRE INTERNATIONALE DES AFFAIRES ET DU COMMERCE DE DOUALA
INTERNATIONAL BUSINESS AND TRADE FAIR OF DOUALA

222 214 415 / 675 293 591 fiacdouala.org

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
UNDER THE DISTINGUISHED PATRONAGE OF THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CAMEROON

500 ENTREPRISES VOUS ATTENDENT DÉJÀ À LA FIAC 2018

24 MARS - 08 AVRIL 2018
COMPLEXE CAMTEL BÉPANDA - DOUALA

Prix 400 F Cfa
N° 2658

Mardi 03 avril 2018

Directeur de la publication
Haman Mana

lejourquotidien@yahoo.fr

http://lequotidienlejour.com
Tél.: 222 04 01 85

le jour

faire savoir, faire voir, faire parler, faire comprendre

Putsch du 6 avril

Le testament de Guerandi

Pp. 2-5



Lutte contre Boko Haram

Des militaires camerounais reviennent de Sambisa

P. 9

Cnjc

Fadimatou Iyawa présidente

P. 8



Le testament de Guérandi Mbara

Quatre ans après l'interview ci-dessous accordée à notre confrère Venant Mboua pour Cameroonvoice, en 2009, l'officier Guérandi Mbara, l'un des cerveaux du putsch de 1984, véritable tête de proue du mouvement Jeunes officiers pour la survie de l'État (Jose) n'a plus donné aucun signe de vie. En janvier 2013 en effet, il a tout simplement disparu dans des circonstances non élucidées à jour. 34 ans après le

coup d'État manqué du 6 avril 1984, Le Jour propose ci-dessous à ses lecteurs son interview-testament, d'une brûlante actualité.

Il y évoquait déjà l'effondrement de l'État, précipité par la corruption : "L'État camerounais était déjà sclérosé par des crises d'ordre organique, hégémonique et même de légitimité. Il faut tenir compte du glissement vers ce que les anglosaxons appellent le « failed state », c'est-à-dire l'effondre-

ment de l'État qui était déjà très visible à l'époque. Je citerais la course au pillage des deniers publics, l'accentuation du tribalisme et du népotisme, etc. Qui ne se souvient pas de la phrase, « c'est notre tour maintenant » ? Ou encore « la chèvre broute là où elle est attachée » ? Ces termes n'ont pas cessé, au contraire, ils se sont démultipliés aujourd'hui. On parle de pourcentage, certains parlent de « gombo » sur-

tout dans votre milieu de la presse."

Guérandi Mbara se préoccupait déjà aussi du fléau des détournements de deniers publics : "Le 6 avril était un tremplin pour accéder aux mutations en profondeur de la vie nationale. Depuis ce temps, notre pays ne fait que sombrer ; les problématiques sociales, à l'exemple de la corruption, et autres détournements se sont implantées en culte. Dites-moi combien sont jugés en ce mo-

ment pour ces crimes économiques ? Sous Ahidjo, on parlait déjà de la corruption. Vous le savez peut-être... Vous qui avez lu les journaux de l'époque."

Et que dire de son analyse de la situation politique de son pays, caractérisée, selon lui, par une confiscation du pouvoir par le régime en place depuis 1982 : "L'inexistence d'un État de droit continue de me reconforter dans le choix des moyens pour aboutir aux va-

leurs de dignité dans notre pays. Que signifie la révision de la constitution que nous avons connue tout dernièrement (Ndlr 2008) ? Que signifie l'instauration d'Elecram avec tout le processus auquel nous avons assisté, de l'institution à la désignation des responsables ? Ce n'est que la monarchisation avérée." Plongée dans la pensée politique de Guérandi Mbara, à trois jours du 6 avril 2018.

Claude Tadjon

“Notre pays a besoin d'une profonde refondation sociale”

Guérandi Mbara. L'ancien putschiste revient sur la tentative de coup d'Etat du 6 avril 1984 et se projette vers l'avenir.

Cela fait 25 ans que vous avez organisé un coup d'Etat à Yaoundé. On sait que depuis lors vous gardez un grand silence sur cet événement. Pourquoi acceptez-vous aujourd'hui de parler à Cameroonvoice ?

Avant de répondre à votre question, j'aimerais d'abord vous remercier de m'avoir invité en vue d'éclairer l'opinion nationale et internationale sur ce que nous avons appelé le soulèvement patriotique du 6 avril 1984 qui, qu'on le veuille ou pas est désormais un symbole dans la récente histoire de notre pays.

Je voudrais aussi rassurer quant aux perspectives qui se présentent devant nous et aux enjeux qui, certainement, nous interpellent tous en ce début de millénaire. Ensuite, j'aimerais réitérer ma profonde compassion et mes encouragements à toutes les familles éprouvées qui n'ont pas fait le deuil de leurs vaillants pères et frères qui sont devenus des héros. Enfin j'attire l'attention sur le fait que je ne serai vraiment pas bavard car certains acteurs sont vivants ; je me dois également de faire preuve de responsabilité pour la construction du vivre ensemble qui m'est très cher.

Un anniversaire est toujours l'occasion d'interroger le passé pour mieux vivre le présent et entreprendre l'avenir avec sérénité et détermination. C'est ça le plus important. Alors accepter votre invitation, c'est accepter de se projeter vers l'avenir. C'est là qu'un anniversaire prend tout son sens. Celui que vous évoquez me semble d'autant plus important que plusieurs jeunes camerounais n'étaient pas encore nés. Plusieurs étaient encore très jeunes comme vous. Ils ont besoin de saisir quand même quelques fragments de notre histoire.

Notre pays, vous le savez, a besoin d'une profonde refondation sociale basée sur l'éthique rédemptrice dont je vais broser quelques lignes au cours de cet entretien si vous m'en donnez l'occasion. Voilà ce qui justifie l'acceptation de l'invitation de Cameroonvoice.

J'entends de vos propos que vous qualifiez cette tentative de coup d'Etat de « soulèvement patriotique » voulez-

vous que je vous souhaite bon anniversaire ?

Ce serait trop dire. Ce n'est pas une occasion réjouissante. C'est un moment de prise de conscience, d'introspection individuelle et peut-être collective, d'appel à une conscientisation collective de notre peuple. Si c'est un soulèvement patriotique, il doit continuer, dans l'imagerie populaire, à être un symbole, une emblématique boussole.

Maintenant parlons de vous. Quel était votre grade à l'époque et où étiez-vous en fonction à ce moment ?

J'avais le grade de Capitaine et j'étais en fonction à l'école militaire interarmées de Yaoundé, dans le cadre de la formation des élèves-officiers et officiers. A Ngaoundéré aussi où on formait à l'époque des cadres civils de la haute administration et les étudiants en fin de formation. Ce fut une mission exaltante qui m'a permis de connaître notre armée, la capacité et surtout la hiérarchie militaire et de nouer des relations amicales dans la haute fonction publique du Cameroun. J'en garde d'ailleurs des souvenirs très enrichissants. Je sais qu'il y a dans cette fonction publique plusieurs hauts responsables que j'ai eus à encadrer. La situation actuelle de notre pays montre que notre administration a encore besoin de cette formation qui permet d'acquérir un certain nombre de valeurs éthiques. A tous ceux-là que j'ai eu à encadrer et avec qui j'ai bâti des relations assez solides, je leur renouvelle mes amitiés fraternelles.

Au moment où on sait que Biya en plein état de grâce auprès de ses compatriotes, on vient d'en finir avec 25 années d'Ahmadou Ahidjo, qu'est ce qui vous a poussés, vous et vos camarades à organiser ce Putsch ?

Il faut tenir compte des facteurs multidimensionnels qui concourent à nos motivations. Certains remontent à la période coloniale et d'autres sont le fait de l'actualité de l'époque, les années 80. Je ne voudrais pas être très long sur ces facteurs-là ; je vais schématiser. L'État camerounais était déjà sclérosé par des crises d'ordre organique, hégémonique et



même de légitimité. Il faut tenir compte du glissement vers ce que les anglosaxons appellent le « failed state », c'est-à-dire l'effondrement de l'État qui était déjà très visible à l'époque. Je citerais la course au pillage des deniers publics, l'accentuation du tribalisme et du népotisme, etc. Qui ne se souvient pas de la phrase, « c'est notre tour maintenant » ? Ou encore « la chèvre broute là où elle est attachée » ? Ces termes n'ont pas cessé, au contraire, ils se sont démultipliés aujourd'hui. On parle de pourcentage, certains parlent de « gombo » surtout dans votre milieu de la presse.

M. Guerandi ; on a l'impression que vous vivez au Cameroun

Je vis au Cameroun. Oui, je vis au Cameroun ! Je ne peux

pas faire 5 minutes sans penser au Cameroun. C'est normal. En tout cas ces expressions témoignent de la culture de la corruption amplifiée depuis l'époque du renouveau Rdépecciste. Qui ne se souvient pas de dilapidation des ressources financières au nom de la création d'une nouvelle bourgeoisie ethno régionaliste ? Qui ne se souvient pas des arrestations arbitraires ? De la volonté d'anéantissement de certaines régions ciblées par ce clan ethnofasciste au pouvoir ?

Je pense aux commerçants bamiléké et islamo peulhs. Qui ne se souvient pas des procès judiciaires initiés par ceux que j'appelle les revanchards, mettant en mal la cohésion fragile que nous avons constatée ? Qui ne se souvient pas des pratiques sectaires dans nos

forces de défense et de sécurité qui ont exacerbé les frustrations des différentes composantes sociologiques entre les différentes hiérarchies de nos forces de sécurité ?

L'on nous répond que Paul Biya n'avait pas encore fait ses preuves. Je veux bien. Mais sait-on seulement que Paul Biya est le continuateur de ce système là ? Depuis 1962, il est dans le système et en a toujours été un acteur important. En accédant à la magistrature suprême, il savait ce qui se passait dans les arcanes du pouvoir du Cameroun.

Il faut tenir aussi compte d'une cause qui dépend de la dimension géopolitique des officiers. Leurs réflexions se font à l'aide des facteurs géopolitiques et stratégiques. Notre objectif premier était d'éviter le chaos que traversent nos États

aujourd'hui et anticiper des solutions aux désordres sociopolitiques et économiques qui émergeaient de l'administration mise en place.

Beaucoup demandent ce que signifiait l'appellation « Jose ». C'est un mouvement des « jeunes officiers pour la survie de l'Etat ». Mes camarades avaient analysé la situation géopolitique au Cameroun, au sein des cellules secrètes mises en place depuis les années 1975. Sur ces cellules là, vous me permettez de ne pas en dire plus.

D'accord, nous ne vous demanderons pas qui avait mis ces cellules secrètes en place et pour quelles raisons. Mais quand je vous écoute, vous parlez de la dimension géopolitique, vous voulez nous dire que ce n'était pas pour défendre Ahmadou Ahidjo qui était en conflit avec M. Biya à l'époque ?

Non. Non, pas du tout !

Quelles étaient vos relations avec Ahidjo ?

Avec l'ancien président, étant au Cameroun, il n'y avait pas de relation comme ça avec lui. Je n'étais qu'un pauvre officier dans une unité ; je n'étais même pas à la garde républicaine. Je n'ai jamais eu de contact avec lui, étant au Cameroun, bien que j'aie eu du respect pour sa personne, comme on peut en avoir pour tout être humain. Rien de plus. Eu égard à mes convictions idéologiques et politiques.

Cependant, en exil, grâce à deux chefs d'Etat, j'ai pu le rencontrer, afin de satisfaire ma soif de compréhension de certains faits de notre histoire. Vous êtes sans ignorer que certains pans de l'histoire de notre patrie demeurent méconnus. J'ai eu pas mal d'éclaircissements ou ses positions par rapport à cette affaire. Aussi, je répète que nous ne nous sommes pas battus pour le retour d'Ahidjo au pouvoir. C'était impensable. C'était déjà contre notre éthique en politique. Nous connaissons les responsabilités des uns et des autres dans les politiques qui ont jalonné l'indépendance du Cameroun. Il faut arrêter de raconter ces choses là, pour se donner une bonne conscience ou justifier les pratiques crimi-

nelles de la répression post avril 84. Ce sont les vainqueurs qui écrivent toujours l'histoire des batailles. Stigmatiser Ahidjo à l'époque était une bonne guerre pour gagner définitivement. Dialectiquement, je dirais que nous assistons à un parricide qui poursuivra son auteur à vie. Est ce vraiment une bonne sortie de l'histoire que de traîner ce boulet que je qualifierais d'inhumanité ? Au-delà, que retiendra l'histoire de Paul Biya ? Notre pays mérite mieux.

Quand vous dites que c'était impossible que vous vous battiez pour Ahidjo, est-ce que c'est tout le monde qui pensait ainsi ou bien c'est M. Guerandi Mbara et quelques autres officiers, puisqu'on a raconté que vous étiez divisés sur la question.

Il faut comprendre que nous étions partis dans un esprit de rassemblement, dans ce genre de projet, il faut toujours mobiliser le maximum de forces donc, il n'est donc pas exclu que vous rencontriez des motivations contraires aux vôtres. Mais la majorité des acteurs principaux n'était pas pour le retour du président Ahidjo. Ce n'était pas possible.

Enfin, pourquoi n'y avait-il que des ressortissants du nord dans cette tentative de coup d'Etat ?

Qu'est ce qui vous permet d'affirmer cela ?

C'est ce que nous avons lu dans les journaux

Ecoutez très bien. Si la victoire ponctuelle était de notre côté, vous vous seriez rendus compte comme les autres Camerounais de la participation d'acteurs d'autres régions du Cameroun. Vous savez, ce qui a trompé le jugement des uns et des autres c'est la montée en première ligne des formations comme la garde républicaine et le quartier général qui étaient à l'époque majoritairement composés des ressortissants du Septentrion. Ce n'était pas une ethnie, c'étaient des ethnies. Où vouliez vous qu'on aille chercher des ressources pour aboutir à nos fins ? Vous allez mettre la Garde républicaine de côté parce qu'ils sont en majorité composés des originaires du Nord ? Pensez-vous qu'il n'y avait que les ressortissants du septentrion dans ces deux formations militaires ? Vous savez des dizaines d'acteurs étant vivants, je ne voudrais pas passer pour un irresponsable parce que je voudrais vous convaincre ou vous contredire. Je sais que pour un véritable changement, nous sommes tous interpellés et le patriotisme n'est l'apanage d'une ethnie ou d'une région donnée. Le Nord n'est pas une ethnie. Je ne sais pas si je me fais comprendre.

Parfaitement. Et je ne sais pas si vous blesserez en évoquant cela, je sais que vous êtes de l'Extrême nord, ce qui n'est pas le cas de Saleh Ibrahim ou Issa Adoum. De vous trois, qui était le meneur de ce putsch ?

Je confirme que les officiers supérieurs n'étaient pas contactés par nous. Il faut bien comprendre ça. Les plus gra-

dés du mouvement « Jose » avaient tous le grade de capitaine. Le colonel Saleh Ibrahim qu'on a exécuté, le colonel Ngoura Belhadji ou Ousmanou Daouda, etc. ont simplement été victimes de la haine rancunière des hommes de Paul Biya.

Excusez-moi de vous interrompre, vous voulez dire solennellement aujourd'hui que le colonel Saleh Ibrahim qu'on a présenté comme l'organisateur n'était pas le meneur de ce putsch ?

Je le dis et je le confirme. Et je peux vous dire en plus que le colonel Saleh Ibrahim avait été maintenu chez lui à domicile pour qu'il ne sorte pas.

Pourquoi ?

Parce que connaissant la mentalité des officiers supérieurs, leur propension à retourner la veste, nous ne pouvions pas le mettre dans cette entreprise patriotique. Les soit disant vainqueurs devaient justifier leur cruauté en indexant les officiers originaires du septentrion. Le leadership était une coalition dont le mouvement « Jose » était, en première ligne, le bras armé. Certains étaient nourris à l'idéologie marxiste. Ça vous ne le saviez pas. Quant à Issa Adoum il était l'un des acteurs importants de la caution civile et, la désignation du chef de l'Etat aurait été le fait d'un vote au sein du conseil militaire supérieur. Rien ne dit que c'est lui qui aurait été désigné. J'en demeure encore convaincu car la majorité de nos camarades étaient décidés à procéder à une refondation totale de la vie nationale. Rappelez-vous qu'à l'époque, l'Afrique était secouée par une vague de coups d'Etat inspirés par des jeunes officiers révolutionnaires.

Pour mon courant, le 6 avril était un tremplin pour accéder aux mutations en profondeur de la vie nationale. Depuis ce temps, notre pays ne fait que sombrer ; les problématiques sociales, à l'exemple de la corruption, et autres détournements se sont implantées en culte. Dites-moi combien sont jugés en ce moment pour ces crimes économiques ? Sous Ahidjo, on parlait déjà de la corruption. Vous le savez peut-être... Vous qui avez lu les journaux de l'époque.

Oui mais on dit que le phénomène n'avait pas la même ampleur qu'aujourd'hui ?

Peut-être. Mais au moins, on avait déjà pris conscience de la situation.

Certaines sources disent que ce sont les hommes de l'entourage de M. Biya qui vous ont poussés à la faute pour mieux briser la menace que représentaient les officiers nordistes. Cette information est-elle exacte ?

Je l'ai aussi entendu. Je suis convaincu que, quand vous vous situez à cette époque là, le doute et la fébrilité dans le camp des partisans de Biya ne leur permettaient pas d'aller à la confrontation. Les dispositifs des troupes et les commandements militaient pour leur retenue. S'ils nous poussaient à la confrontation ce serait un suicide de leur part. Leur attitude

aurait été d'éteindre toute étincelle. Au regard de ce que je viens de vous dire. La débandade qu'ils ont étalée à la face des soldats est là pour contredire ce que vous dites. La peur de perdre le pouvoir tout en sachant comment ils ont honni les populations. Vous savez que c'est un pouvoir fébrile, taillon ; tous ces chefs, sachant qu'ils avaient quelque chose à se reprocher, qu'ils sont appelés à se justifier devant la justice un de ces jours, ils prendront toujours les devants pour éteindre toute étincelle de révolte, à l'image de février 2008.

Il a quand même été évoquée à un moment donné qu'après la première tentative annoncée en 1983 où le capitaine Salatou et le commandant Oumarou étaient impliqués, la sécurité présidentielle n'a pas voulu étouffer dans l'œuf votre initiative et avait choisi de vous prendre les armes à la main.

Non ce sont des histoires. Même cette première tentative de coup d'Etat dont vous parlez est une histoire montée de toute pièce. L'histoire nous donnera de plus amples détails mais, je suis convaincu que, connaissant leur manière de faire s'ils avaient des éléments entre les mains, ils ne nous auraient pas poussés à la faute. Non.

n'avoir pas éliminé certains compatriotes. Je ne crois pas qu'un coup d'Etat soit nécessairement le théâtre d'un bain de sang. La preuve, la capitale avait été contrôlée pendant un bon bout de temps, sans effusion de sang. Vous savez, d'autres valeurs nous animaient et continuent de nous animer. Il faut que les Camerounais le saisissent très bien. Nous ne sommes pas des sanguinaires. Ce sont plutôt les bourreaux de Paul Biya qui ont massacré autant les militaires que les civils.

Rappelez-vous cette scène immonde qu'il y a eu devant la radio nationale. Lorsque les gendarmes se sont rendus, ils ont été exécutés devant la radio nationale. Vous comprenez que cette vieille garde d'officiers aujourd'hui des généraux n'est composée que de bourreaux. Ces sont les bourreaux des militants de l'Upc dans les régions bamiléké et bassa. Ils ne peuvent que continuer dans cette voie, pour se préserver une place dans le système criminel.

Vous parlez toujours de « nous », j'ai envie de vous demander : le mouvement « Jose » existe toujours ?

Je vous ai dit que je ferai abstraction de certaines choses. Donc, permettez-moi de ne m'étendre là-dessus.

A votre avis, pourquoi cette

Pour mon courant, le 6 avril était un tremplin pour accéder aux mutations en profondeur de la vie nationale. Depuis ce temps, notre pays ne fait que sombrer ; les problématiques sociales, à l'exemple de la corruption, et autres détournements se sont implantées en culte. Dites-moi combien sont jugés en ce moment pour ces crimes économiques ? Sous Ahidjo, on parlait déjà de la corruption. Vous le savez peut-être...

Lors de cette tentative de coup d'Etat, il semble que vous avez arrêté certaines personnalités : qui sont-elles ?

Avec le temps, je ne les ai plus en tête. Ce n'est pas moi qui m'occupais des arrestations.

Pourquoi ces personnes n'ont pas été tuées comme on le voit souvent dans les coups d'Etat ?

L'on nous reproche de

tentative de coup d'Etat a échoué ?

Sans rentrer dans les détails, il faut scruter quelques facteurs intéressants pour comprendre ce qui s'est passé. La dénonciation, le 5 avril à 15 heures par un officier de la sécurité présidentielle, le renvoi de certains officiers du palais présidentiel à leur domicile après la dénonciation, alors qu'ils devaient procéder à l'arrestation des occupants (vous voyez de qui je parle) ; le volte-

face des troupes aéroportées de Koutaba ; l'absence de communication de certaines consignes à des camarades qui étaient dans des formations pas très éloignées de la capitale, je pense aussi à l'échec de la création d'un front de guérilla urbaine etc.

Vous savez, plusieurs officiers se sont rendus dans le but de dire devant le tribunal militaire, ce qu'ils ressentent de ce régime là. Il y a eu également quelques problèmes techniques dus à l'état de la logistique et enfin, il faut ajouter des facteurs subjectifs que je ne pourrai pas évoquer ici.

Vous évoquez le renvoi de certains officiers du palais présidentiel, le 5 avril. Ce qui veut dire que vous aviez des gens à l'intérieur du palais qui ont été renvoyés chez eux ?

Effectivement c'est ceux qui devaient prendre la garde pour contrôler le palais.

Ce qui laisse penser que la sécurité présidentielle a eu vent de ce coup d'Etat le lendemain 6 avril ?

Effectivement, le 5 avril à 15 heures. Un officier a dénoncé auprès de l'actuel chef d'Etat major général des armées, le général Meka. A l'époque, il devait être directeur de la sécurité présidentielle.

Vous avez aussi évoqué la création d'un front de la guérilla urbaine. Cela signifie-t-il que vous vous êtes préparé longtemps à l'avance ?

Effectivement, il était prévu que si les choses se passaient mal, la conduite à tenir était de créer un front de guérilla urbaine.

Vous êtes certainement le seul survivant parmi les meneurs (je ne sais pas si vous permettez de nous le dire) du putsch manqué. Avez-vous le regret d'avoir engagé cette action ?

Avec gravité, je ne le regrette pas. Vous savez, l'inexistence d'un Etat de droit continue de me reconforter dans le choix des moyens pour aboutir aux valeurs de dignité dans notre pays. Que signifie la révision de la constitution que nous avons connue tout dernièrement ? Que signifie l'instauration d'Elecam avec tout le processus auquel nous avons assisté, de l'institution à la désignation des responsables ? Ce n'est que la monarchisation avérée. Nous ne l'acceptons pas. Que le peuple camerounais le sache, nous ne l'acceptons pas. Ces deux actes constituent, in fine, des fautes fatales pour ce régime.

Vouloir aller aux élections avec les règles de jeu imposées par Paul Biya, pour nous c'est faire preuve de trahison de nos idéaux de dignité.

Comprenez une chose : nous assistons dans ce Cameroun, à la concentration des barbaries (peut-être le mot n'est pas assez fort) au niveau de la gouvernance de Yaoundé. Le régime dictatorial de Yaoundé est aussi têtue que les tenants du colonialisme. Vouloir demeurer au pouvoir contre la volonté du peuple,

amène les compatriotes à faire face à une alternative : démocratie ou barbarie.

Au Cameroun se concentrent la barbarie du pouvoir d'Etat, la barbarie de la domination militaro policière, la barbarie bureaucratique, la barbarie du parti Etat, la barbarie mentale. Cela crée une conjonction de barbaries démontrant de la part de ce régime là, sa volonté d'asservissement, sa volonté d'anéantissement en vue d'assujettir l'esprit du Camerounais.

Nous voulons l'instauration d'un Etat de droit pour la démocratie, pour la justice sociale et pour le progrès. Je crois que pour tout Camerounais aujourd'hui- et je m'adresse à l'ensemble des camerounais, il faut savoir traverser la ligne rouge, pour libérer notre peuple de la dictature. Personne, je dis bien personne, ne viendra le faire à notre place. C'est un droit et un devoir collectifs.

Cependant, en parlant de cet événement, 25 ans après, vous me demandez si je n'ai pas le regret d'avoir engagé cette action. Au nom de tous mes camarades, je présente mes regrets et mes condoléances les plus sincères à toutes les victimes de nos actes pendant ces jours ayant marqué le 6 avril 1984. Ne pas le faire serait de notre part irresponsable.

Que signifie pour vous la ligne rouge ?

C'est aller au-delà d'où les gens se retiennent. Il faut aller au-delà. Le peuple camerounais doit se sacrifier pour se libérer. Vous ne pouvez pas vous libérer de cette dictature là, sans sacrifice. Et nous sommes obligés d'assumer ce sacrifice là pour sortir l'ensemble du Cameroun de la dictature.

Pour vous, est-il inutile de penser qu'on peut atteindre l'alternance par la voie des élections ?

A l'état actuel des institutions, des procédures, de tout ce qui peut concourir à la transparence, à la justice, à l'équité, rien ne concourt à des élections pouvant permettre l'alternance pacifique au Cameroun. Si vous en avez un exemple, donnez-le-moi.

N'y a-t-il pas d'autres leviers de démocratie qu'on peut utiliser aujourd'hui pour atteindre cette alternance ou bien il faut passer par l'exemple de Madagascar ?

Tout est bon pour permettre la sortie de la dictature. Vous êtes face à une dictature qui utilise un langage dit démocratique pour amadouer la communauté internationale pour faire croire que nous sommes en démocratie. Non ! L'Etat de droit n'existe pas au Cameroun. A partir de là, je crois que toutes les conclusions sont possibles.

Une loi d'amnistie a été votée en 1991. Est-ce que vous en êtes concerné ?

Vous savez, la répression sauvage est la conséquence d'une certaine cruauté, traduite par des centaines de morts, des rafles qui ont fait des milliers d'arrestations ciblés, au faciès d'ailleurs ; des fosses communes existent ; des dis-

paritions dans l'acide ont été pratiquées ; des pillages des biens appartenant à ceux qu'on a appelés les mutins ; des dizaines de prisonniers sont sortis meurtris après 7 ans parfois sans jugement ; la désintégration socioéconomique et humaine, etc.

A l'issue des manifestations-les villes mortes- de 1991, le régime en place pensait apaiser un peu les populations en votant cette loi là. Jusqu'aujourd'hui, des familles n'ont pas pu faire leur deuil. Malgré la loi d'amnistie, les dispositions législatives et administratives demeurent non appliquées, ce qui a accentué les injustices. Faut-il encore revenir sur les officiers qui ont été mis à la retraite en catimini ? Faut-il revenir sur la non restitution des biens confisqués ? Des frustrations subies par les enfants de nos camarades exécutés ou emprisonnés ? Vous savez que beaucoup d'entre eux ne sont pas recrutés à la fonction publique parce qu'ils sont « fils de mutins ». Il y a donc un certain nombre de frustrations qui demeurent.

Cette amnistie ne vous satisfait donc pas ?

Non, pas du tout ! Qui-conque sait dans quelles conditions cette loi a été votée devrait prendre toujours des précautions. Et tout ce qui s'échafaude autour de ma personne me reconforte encore dans l'idée de ne pas croire à cette amnistie.

Que revendiquez-vous ? Comment aurez-vous voulu qu'elle soit appliquée ?

Le 6 avril 2004, si j'ai bonne souvenance, j'ai publié trois revendications. Primo, le respect intégral de cette loi. Secundo, la publication de la liste exhaustive des victimes de la répression. Savez-vous qu'il y a des centaines de familles qui, jusqu'aujourd'hui, ne savent pas où sont passés leurs pères ? S'ils ont été tués où sont leurs tombes ? La loi d'amnistie devrait régler ce problème là. Troisièmement, le rapatriement du corps de M. Ahmadou Ahidjo, l'ancien chef de l'Etat.

Après réflexion, je crois que tout ceci n'est possible que dans le cadre d'un processus global de réconciliation nationale. Car le soulèvement patriotique du 6 avril n'est pas à dissocier de la lutte historique et globale de notre peuple. C'est un maillon de cette lutte globale là.

Vous dites que vous n'êtes pas un proche d'Ahmadou Ahidjo, que vous n'avez pas fait le coup d'Etat pour ramener Ahmadou Ahidjo au pouvoir mais pourquoi exigez-vous le rapatriement de son corps ?

Pour des raisons politiques, humanitaires, culturelles. C'est l'ancien chef d'Etat ; cela fait bientôt 20 ans qu'il a été enterré à Dakar ; comme tout Camerounais, il a droit de se reposer dans son pays natal. En tant qu'ancien chef de l'Etat, même si on lui reproche n'importe quoi, il a droit aux égards de la République. Pour des raisons humanitaires, c'est un homme après tout. Enfin pour des raisons culturelles, nous

sommes des Africains après tout. Il faut qu'il soit enterré où sa famille désignera. Ce n'est pas l'affaire d'un partisan. C'est une question de principe.

Beaucoup d'hommes politiques revendiquent le rapatriement de la dépouille d'Ahmadou Ahidjo, ainsi que sa famille et ses amis à l'étranger. A votre avis, pourquoi cela n'est pas encore fait ?

C'est la volonté d'un seul homme. Parfois, je me demande s'il reflète l'humanité. C'est preuve d'une inhumanité extraordinaire que de vouloir punir un mort.

Il a pourtant déclaré en 2007 qu'il ne s'opposait pas au rapatriement du corps d'Ahidjo si la famille le souhaitait

C'est une déclaration politique. A sa place, je serai allé à Dakar, où j'aurais invité Madame Ahidjo quelque part et je lui aurais posé la question « comment faire revenir le président Ahmadou Ahidjo au pays ? » ça ne coûte rien.

Dans votre discours du 6 avril 1984, votre mouvement a dénoncé les détournements des biens publics. Paul Biya vous a donné finalement raison, en engageant une opération d'assainissement des mœurs dans la gestion des fonds publics. Que pensez-vous de l'opération épervier ?

Je parlais tantôt de la culture de la corruption qui fait malheureusement de notre pays un espace de vide et de déperditions. Aucune communauté ne peut avancer sur une telle base. Tout cela concourt au mal vivre de notre pays. Les causes principales de l'ampleur de la corruption au Cameroun résident dans la crise économique que connaît le pays, la crise morale et éthique à cause du manque de sensibilité sociale des gouvernants, des conditions socioéconomiques précaires des agents, de la culture de l'impunité, de la volonté du laisser-aller, de l'existence de plusieurs vides juridiques et réglementaires, de l'omniprésence de l'anarchie et surtout d'un design et d'un fonctionnement administratifs inappropriés, d'une ingénierie étatique en déphasage avec son contexte ; il ne faut pas oublier l'absence des moyens et des outils de contrôle tels que l'informatisation du service public et le manque de formation civique et morale du citoyen.

Vous avez certainement entendu parler de la démission du Dg de Camair-co. Pourquoi a-t-il démissionné ?

Une des raisons essentielles est que l'ensemble du conseil d'administration, le ministre de tutelle étaient entrés dans la corruption. Il ne pouvait pas sincèrement mener à bien son travail dans un encadrement aussi corrompu. Cela fait même aux dires d'un homme comme Hubert Mono Ndjana qui a dit que la lutte contre la corruption est une grande plaisanterie que cette lutte est globalement dirigée par les corrompus eux-mêmes. Je le cite Mono Ndjana.

Les campagnes anti-corruption manquent non seulement de crédibilité mais leur signifi-

cation véritable n'échappe plus aux citoyens, même les plus ordinaires. En définitive, ce que vous appelez « opération épervier » n'est qu'un instrument politique. C'est un leurre, une arme de destruction à tête chercheuse, comme le disait un de vos confrères journalistes. Personne n'est dupe. Que Paul Biya et le Rdpc commencent par respecter leur propre constitution vous verrez que les prisons seront insuffisantes pour accueillir les ministres de Paul Biya.

Comment peut-on limiter la corruption et les détournements dans cette fonction publique que vous avez décrite comme une institution pour laquelle vous n'avez pas de respect ?

C'est eux qui n'ont pas de respect pour les agents publics. C'est à eux de démontrer qu'ils ont du respect pour nos compatriotes. Il y a différents instruments de lutte contre la corruption créés par l'Etat qui ont fini par se neutraliser. Je crois même que c'est à dessein. C'est une volonté politique.

Nous qui réclamons la refondation sociale, nous préconisons des solutions globales qui sont adaptées au fléau de la corruption. La stratégie à adapter repose sur au moins sept piliers : 1) la fonction publique ; 2) la résolution de la question publique ; 3) la sensibilisation des populations et des usagers des services publics ; 4) l'informatisation et l'automation et la professionnalisation de l'administration publique ; 5) la transparence gouvernementale et la volonté de lutter contre la grande corruption ; 6) la coopération internationale contre la corruption ; 7) la participation pleine et entière de la société civile. J'insiste pour dire que la corruption doit être au centre d'enjeux qui, quelque part, devraient recouper les impératifs de recherche d'équilibre socioéconomique et quelque part financier.

Il faut insister sur le renforcement de l'efficacité, de l'efficience du développement économique ; il faut insister également sur le réarmement

éthique de toute la société. La lutte contre la corruption doit se concentrer également sur la refondation des systèmes qui doit exiger une approche économique et culturelle, associée à une grande sensibilité politique. Dans cette lutte, il faut prendre en compte la transparence dans la gestion des revenus des ressources naturelles, quand on pense au pillage de nos forêts, de nos mines, de nos espèces animales, etc. Nous devons interpellier la coopération internationale pour aider le gouvernement à rapatrier les fonds placés frauduleusement à l'étranger. Cette action de lutte contre la corruption n'est pas l'affaire d'un gouvernement ni d'une administration, c'est l'affaire d'un peuple. Elle interpelle chacun et tout le monde à la fois.

M. Guerandi, c'est un vrai programme politique que vous venez de décliner. Est-ce à ça que vous vous êtes consacré depuis 25 ans, puisqu'on sait très peu de choses de vous depuis 1984 ?

Je n'aime pas beaucoup parler de moi. C'est pour ça qu'on me considère comme quelqu'un de renfermé, à la limite secret. Si cela peut heurter beaucoup de personnes, je m'en excuse humblement et avec beaucoup de modestie. Je suis au Burkina Faso, ça tout le monde le sait. Je profite de votre antenne Cameroon-voice, pour adresser mes remerciements au digne peuple burkinabé, pour avoir accueilli ma petite famille. Toute ma gratitude va aussi aux autorités qui malgré des pressions multiples (et j'insiste là-dessus) m'ont accordé avec hauteur et dignité tous les égards. Je leur dis mille fois, merci.

J'adore la formation, la transmission et le partage des connaissances. Ici au Burkina, j'ai participé à la formation des officiers ; je me suis intéressé aux choses de l'esprit, en particulier dans les domaines universitaires tels que les relations internationales, la géopolitique, la géostratégie, les relations économiques internationales, et de plus en plus, je me foca-

lise sur ce que j'appelle les réflexions et l'intelligence stratégiques. Tout cela m'a permis de dispenser des enseignements dans ces domaines. J'ai participé à la formation des diplomates ici au Burkina Faso ou ailleurs dans le monde.

J'ai écrit des ouvrages comme la refondation sociale, dont le premier tome est la renaissance par l'éthique rédemptrice ; je me prépare à publier le deuxième tome, intitulé « Refonder le politique, repenser la démocratie » et l'autre ouvrage portera sur l'économie solidaire et la protection du milieu naturel.

J'ai aussi occupé mon temps à penser au devenir du Cameroun et à l'Afrique. Aboutir à la renaissance intellectuelle du Cameroun. La stratégie fondamentale c'est d'abord ce projet rassembleur que j'appelle la refondation sociale. Il est bâti sur les orientations majeures que j'ai situées généralement en quatre points.

1. Respecter l'éthique rédemptrice par une rupture consensuelle, organisée et programmée

2. Refonder le politique et repenser la démocratie. Par un triptyque : 1) l'invention et l'instauration du politique comme lieu de refondation et d'espérance, 2) la refondation et la promotion d'un nouveau modèle de démocratie participative., 3) la garantie de la démocratie, de la paix et du bien-être durable à chacun et à tous.

3. Reconstruire le Cameroun dans un espace sous régional en prenant en compte la gestion des ressources et l'ensemble des mécanismes de création et de répartition des richesses en préservant l'environnement pour les générations futures. Il est urgent de considérer nos économies réelles à l'exemple des instruments de crédit et d'épargne populaires et du secteur informel.

4. Mobiliser l'ensemble des ressources et mécanismes socioculturels qui favorisent l'identification, la reconnaissance et l'appropriation par les citoyens des valeurs cardinales qui sous-tendent l'organisation de la société.

5. Vous savez, à l'heure de la mondialisation/globalisation, il ne faut pas seulement penser aux bouleversements stratégiques, il faut se dire qu'elle annonce aussi un véritable changement dans les civilisations. En conséquence, l'existence du Cameroun et de l'Afrique est conditionnée par deux impératifs : sortir du sous-développement durable et construire les Etats-Unis d'Afrique.

Nous sommes le moteur de l'Afrique Centrale, en mesure de faire de nous un acteur majeur pour la construction des Etats-Unis d'Afrique. Et ce n'est pas l'absence endémique de Biya sur la scène internationale qui nous déclasser diplomatiquement, qui va concourir à cette construction. Le Cameroun a besoin de l'Afrique comme l'Afrique a besoin du Cameroun.

Je tiens à souligner ici de façon particulière le rôle stratégique de la diaspora qui ne demande qu'à être intégrée dans la politique cohérente en res-

pect des valeurs de leurs pays de résidence.

En bref, notre projet de société « la refondation sociale par l'éthique rédemptrice » est une réponse stratégique et indicative pour nous sortir de l'état de crise perpétuel de construire une puissance régionale. Les enjeux et les défis ne sont pas insurmontables quand le Cameroun will be back.

Quand je vous entends parler, M. Guerandi Mbara, j'ai l'impression d'entendre un homme politique qui a subi une formation pour la tâche et qui décline son programme. C'est pour aller gouverner le Cameroun ?

Écoutez, tout Camerounais a une ambition pour son pays. Même si je ne gouverne pas, cette ambition peut être accaparée par d'autres Camerounais pour faire avancer les choses. Je n'en fais pas une affaire personnelle.

Vous n'avez donc pas d'ambition personnelle pour gouverner au Cameroun ?

A partir du moment où je jauge que l'eau est pure ou sale, je fais déjà de la politique. Nous avons des défis énormes à relever. Ce n'est pas une affaire de personne. Je tiens quand même à la rappeler même si c'est la redondance, le Cameroun est le moteur de l'Afrique centrale, le Cameroun a besoin de l'Afrique comme l'Afrique a besoin du Cameroun. Décliner ses ambitions légitimes nous permet de nous donner beaucoup plus de courage afin de relever les défis. En parlant de la construction des Etats-Unis d'Afrique, pensez-vous que notre absence endémique sur la scène internationale qui nous a causé un déclassement diplomatique va concourir à cette construction ? Je tiens à souligner de façon particulière quelque chose que j'ai failli ne pas relever, c'est le rôle stratégique de la diaspora qui ne demande qu'à être intégrée dans une politique cohérente. Les enjeux et les défis ne sont pas insurmontables. Cameroon will be back.

On va bientôt conclure cette interview. Je pense que vous êtes conscient du fait que des centaines de milliers de Camerounais vous écoutent, notamment ceux de la diaspora éparpillée à travers le monde. On vous a écouté parler comme un homme politique, si vous étiez à un meeting en face de ces Camerounais, que leur diriez-vous à l'occasion de ces 25 ans d'un événement qui a marqué le pays ?

Vous parlez de programme, je ne déclinais pas un programme. Je parlais de quelques idées centrales d'un projet de société relatif à la refondation sociale. Cette refondation sociale pour nous c'est une réponse stratégique pour nous sortir de cet état de crise que nous connaissons et de conduire ou de construire une puissance régionale. Qu'est-ce que je dirais comme message particulier ? Tout d'abord, j'ai une ou deux observations particulières à faire : en 2004, lors du sommet de la francophonie à Ouagadougou, M. Amadou

A partir du moment où je jauge que l'eau est pure ou sale, je fais déjà de la politique. Nous avons des défis énormes à relever. Ce n'est pas une affaire de personne. Je tiens quand même à la rappeler même si c'est la redondance, le Cameroun est le moteur de l'Afrique centrale, le Cameroun a besoin de l'Afrique comme l'Afrique a besoin du Cameroun.

Ali, actuel vice premier ministre en charge de la justice, a insisté pour me convier à une rencontre. Je vous avoue que j'ai fait violence sur moi-même pour aller écouter le ministre de la justice dans un hôtel de la capitale burkinabé. Il m'a reçu en compagnie de M. Sadi René, secrétaire général adjoint de la présidence et actuel secrétaire général du Rdpc. Quelle n'a pas été ma surprise d'entendre le discours tenu par cet envoyé de Paul Biya. Amadou Ali a passé le temps à me démontrer comment il était au courant de mes faits et gestes. Je ne reviendrais pas sur ses mots. Devant lui sur la table était posé un téléphone portable Gsm, qui devait transmettre notre conversation au feu général Benae Mpecke, resté dans sa chambre et que j'avais souhaité ne pas rencontrer.

Vous nous direz certainement les raisons tout à l'heure...

Je ne pense pas

Ok, comme vous voudrez

Il n'est plus des nôtres. Il faut le laisser en paix. Je me suis demandé ce que voulaient ces illustres compatriotes en face de moi. Je crois que Paul Biya et le Rdpc sont en manque de politique de vivre ensemble, dont l'un des fondements essentiels est la réconciliation nationale. Je ne représente rien, certes, vraiment rien. Mais, je m'attendais à un autre discours démonstratif de la hauteur d'esprit de la stature d'homme d'Etat et du sens du patriotisme. Vous êtes sans ignorer qu'Amadou Ali et Sadi René sont deux dauphins de Paul Biya. Savent-ils seulement, je

leur pose encore la question, que j'étais venu à cette rencontre afin de jauger leur vision pour notre pays ?

M. Venant Mboua, nous vous rappelons les pendaisons et les assassinats des nationalistes avant et après les indépendances ; les victimes des villes mortes en 1991-1992 ; du commandement opérationnel de Douala en 1999-2000 ; de la révolte des jeunes en 2008 ; des assassinats des personnalités politiques et religieuses ; je ne citerai pas la mort à petit feu que ce régime inflige, par la régression physique et morale, à notre jeunesse alors qu'elle a besoin d'une formation et d'un professionnalisme dignes de ses ressources. Rappelons-nous des frustrations comme telles que vécues par nos compatriotes du West Cameroon ; rappelons-nous les nombreux intellectuels camerounais qui ne peuvent contribuer librement au développement de leur pays ; rappelons-nous enfin les talents innombrables de nos compatriotes dans différents domaines scientifiques, technologiques qui sont malheureusement non exploités. Une situation géopolitique de cette ampleur-là, il est de notre responsabilité de livrer ce message, comme vous l'avez demandé.

Avant votre message, je voudrais deux petites précisions. Je n'ai pas très bien compris ce que vous a dit Amadou Ali. Est-ce qu'il vous menaçait ?

Non, ce n'était pas une menace mais je sais comment interpréter ce genre de discours. (Silence). Voilà.

Si Paul Biya aime le Cameroun, qu'il laisse faire la transition pacifique de manière transparente et équitable sur les bases consensuelles et démocratiques. C'est clair ! Par conséquent, nous ne sommes pas dupes. Je considère la démission de droit de Paul Biya et le Rdpc à la gouvernance du pays ; considérant l'incapacité avérée à gouverner ce pays-là

Je sais que vous n'êtes pas du Rdpc mais j'ai entendu que MM. Amadou Ali et René Sadi sont les dauphins de Paul Biya ? Vous savez, nous Camerounais, ça fait longtemps qu'on cherche à connaître le dauphin du chef de l'Etat. Dois-je considérer votre déclaration comme une révélation ?

Ce n'est pas une révélation, c'est une réflexion sur la situation politique du Cameroun. (Silence).

Vous pouvez dire votre message

Avec humilité, je peux dire que le combat dans le cadre du mieux vivre ensemble sur le plan national est avant tout la revendication d'une véritable politique de réconciliation à nos jours et qui projette notre société vers un avenir digne de ses potentialités et ressources.

Quand vous le dites, vous vous êtes au Burkina, nous ici au Canada, comment amener les gens à appliquer ce genre de politique au Cameroun ?

C'est un processus de l'instauration de la démocratie, de

la légitimité, de la stabilité, de la paix qui sont garants du bien-être et de la stabilité. Nous proposons un processus en trois étapes : 1) la résistance populaire et patriotique à la dictature en place ; 2) l'instauration par tous les moyens – je dis bien tous les moyens-, d'une transition historique et démocratique. C'est à dire, une transition systémique vers un Etat de droit moderne. Et 3) enfin, une période de légalité et de légitimité à l'égard de tout projet sociétal élu par le peuple camerounais.

Si Paul Biya aime le Cameroun, qu'il laisse faire la transition pacifique de manière transparente et équitable sur les bases consensuelles et démocratiques. C'est clair ! Par conséquent, nous ne sommes pas dupes. Je considère la démission de droit de Paul Biya et le Rdpc à la gouvernance du pays ; considérant l'incapacité avérée à gouverner ce pays-là ; toutes deux sous-tendues par la crise de confiance entre la classe politique dans son ensemble et le peuple camerounais, je crois que le sursaut patriotique devient non seulement un impératif légitime mais aussi la seule voie vers l'alternative patriotique.

Voilà la quintessence de ce message lourd et très prospectif que je lance au peuple camerounais.

M. Guerandi je vous remercie d'avoir accepté de parler à Cameroonvoice

J'ai quand même un dernier mot à ajouter, si vous permettez

Allez-y, je vous en prie
Au mois de février dernier,

les Camerounais ont commémoré le premier anniversaire de la révolte des jeunes. Une fois de plus, je rends un vibrant hommage à tous ces jeunes assassinés pour avoir dit non au tripatouillage de la Constitution. Pour avoir exigé un bien-être pour plus de dignité. Je crois fermement qu'il faut instituer une commission d'enquête internationale, afin de situer les responsabilités de ces messages-là. Il faut libérer sans condition les jeunes incarcérés. Sans condition. Je demande également la libération de Lapiro de Mbanga. Je pense également à tous les militants du Scnc emprisonnés, alors que le dialogue devait primer avec ces compatriotes acculés à la surenchère. Chers compatriotes, nous devons nous rassembler autour des valeurs humanistes de libération véritable, de réconciliation nationale et de civilisation.

En ce 21e siècle commençant, nos villes, nos campagnes et nos territoires méritent mieux en termes de bien-être et de gouvernance. Malgré les adversités multidimensionnelles et l'énormité des problèmes connexes, humblement au service du Cameroun, et avec détermination, je crois à la libération véritable de notre patrie.

Le 1er janvier 2010, le Cameroun aura 50 ans d'indépendance. Qu'avons-nous fait de cette indépendance nominale ? Les enjeux et les défis ne sont pas insurmontables quand le Cameroun will be back.

Propos recueillis par Venant Mboua



Vita Biscuit

«*simplement différent*»
Africa Top Brand !

Web : www.elisavitabiscuit.com / E-mail : infos@elisavitabiscuit.com
 [elisavitabiscuit](https://www.facebook.com/elisavitabiscuit) / Tweeter : @nezafi
 A Member of NEZAFI CAPITAL

4 451 milliards de recettes budgétaires en 2017

Cameroun. Ce chiffre connaît une hausse sensible par rapport à l'exercice écoulé.



Les recettes budgétaires du Cameroun au terme de l'exercice 2017 se chiffrent à 4 451 milliards de francs CFA, soit une hausse de 822 milliards de francs CFA par rapport à l'exercice écoulé, annonce le ministère des Finances (MINFI) dans un communiqué rendu public lundi. Les objectifs de départ étant fixés à 4 373 milliards de francs CFA, il a été noté un taux de réalisation de

100,8% par rapport aux prévisions, souligne le communiqué ajoutant que les recettes qui connaissent une augmentation de 22,7 % en valeur absolue s'observent dans tous les compartiments majeurs de l'économie.

Cette hausse est observée aussi bien au niveau des recettes internes qu'à celui des emprunts et des dons, relève le communiqué, selon qui «cet accroissement est princ-

palement le fait d'une part, des ressources exceptionnelles au titre des appuis budgétaires obtenus des partenaires au développement, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme économique et financier conclu avec le FMI, et, d'autre part, de l'amélioration des décaissements au titre des prêts projets».

H.N.IV

Eneo pourrait économiser jusqu'à un milliard par mois

Barrage de Memve'ele. La mise en production de l'infrastructure permettra à l'entreprise de réduire ses coûts de production.



La mise en service de Memve'ele aura un impact "majeur pour le système électrique" du Cameroun, car il permettra "d'augmenter l'offre énergétique tout en réduisant les coûts de production sur le RIS", explique Eneo dans une Note d'Information sur le service électrique au mois de février 2018. Cette baisse des coûts de production pourra atteindre "jusqu'à un milliard par mois", affirme l'opérateur.

Le contrat d'exécution du barrage de Memve'ele a été signé entre le gouvernement

camerounais et l'entreprise chinoise Sinohydro le 12 avril 2012, un peu moins de trois ans après le contrat de service conclu entre les deux parties. La pose de la première pierre par le président de la République a eu lieu le 15 juin 2012; et la mise en eau technique du barrage le 16 août 2016 par le ministère de l'Eau et de l'Energie (Minee). La réception provisoire partielle de l'ouvrage a quant à elle eu lieu le 08 février 2018. Mais la mise en production reste toujours attendue, en l'absence de la

mise en place de toutes les lignes d'évacuation de l'électricité.

L'énergie fournie par Memve'ele (211 MW) doit être injectée dans le Réseau interconnecté Sud (RIS) à travers une ligne de transport d'électricité qui va de Nyabizan à Ebolowa (175 km) puis d'Ebolowa à Yaoundé; le tout sur une distance de près de 300 km. Le barrage de Memve'ele est situé à Nyabizan – localité de l'arrondissement de Ma'an, département de la Vallée du Ntem – dans la région du Sud. F.E

Les communautés villageoises s'en mêlent

Exploitation minière. Les organisations non gouvernementales se mettent ensemble pour promouvoir la transparence et la bonne gouvernance dans ce secteur dans l'Est Cameroun.



Synergie

Un atelier de partage et d'échange d'expériences des organisations non gouvernementales qui exercent dans la promotion de la bonne gouvernance dans le secteur de l'exploitation minière s'est tenu les 27 et 28 mars 2018 derniers à Bertoua. Pendant deux jours, il a été question pour les participants d'échanger et de communiquer sur les expériences et bonnes pratiques en matière d'exploitation minière en vue d'endiguer les faiblesses légales et réglementaires et les mauvais agissements que l'on observe généralement dans les zones de chantiers miniers.

La région de l'Est regorge d'un fort potentiel en ressources naturelles et particulièrement des ressources minières, qui sont aujourd'hui exploitées de manière artisanale, semi mécanisée. L'exploitation industrielle n'ayant pas fortement pris corps dans ce domaine au Cameroun. Mais l'exploitation de ces ressources minières n'a pas un impact direct sur le quotidien des populations riveraines qui baignent toujours dans la pauvreté. Pour pallier à cette anomalie, plusieurs organisations non gouvernementales sont porteuses de plaidoyers auprès pour que les populations des localités où sont exploités les minerais puissent directement participer à la gestion des espaces miniers: « Nous avons un souci commun, c'est celui de voir les communautés riveraines s'épanouir avec les retombées de l'exploitation minière dans leur localité », indique Mathieu Nongari de l'association des ONG Relufa / Canadel.

Charles Mahop

C'est pour rendre plus efficace leurs actions sur le terrain afin de palper les retombées que la société civile a trouvé opportun de mettre en synergie leurs différents efforts: « Il faut mettre ensemble les opportunités valorisantes expérimentées par chaque organisation afin qu'on puisse aboutir à une exploitation minière efficace et durable sur le plan social, économique en environnemental. C'est une urgence car le Cameroun regorge d'énormes ressources minières dans la région de l'Est et dans le septentrion », affirme Karl Rawert le représentant de l'Union Européenne à L'ouverture des travaux de cet atelier. Il est question dans la globalité de mettre sur pied un modèle de gestion de l'exploitation minière au Cameroun, un modèle qui va inclure tous les intervenants de la chaîne à savoir: les exploitants, les communautés locales à divers paliers notamment au niveau des villages, cantons, communes et au niveau de département. Une interconnexion entre les différents paliers se fera à travers des cadres de concertations préalablement mis en place. Cette formule expérimentée par le Foder semble déjà porter des résultats satisfaisants dans la région de l'Est. Son implémentation par les autres participants dans leurs localités respectives sera un grand atout pour l'amélioration de la transparence dans le secteur de l'exploitation minière au Cameroun.

"Le Quotidien *Le Jour* informe ses lecteurs, annonceurs et autres partenaires que sa Direction Régionale du Littoral est située à Douala au Carrefour Idéal.

Pour toutes autres informations, contactez le service commercial du Littoral aux numéros suivants:

699-93-76-72 / 677-28-48-15

Email: lejourquotidien@yahoo.fr



JE RE
CONN
A MA B

En un clic,
dans ton

La solution de Afriland
la gestion de vos co
où que vous soyez,

www.afriland.com

Afriland

@onlinebanking@
8050 (Serv



ESTE
ECTE
ANQUE

l'argent est
compte

and First Bank pour
comptes sur internet,
à tout moment...

firstbank.com

and First Bank

frilandfirstbank.com

ce client 24h/24)

L'ambassadeur de France évalue les financements de l'AFD

Lom Pangar. Le plénipotentiaire est descendu sur le terrain afin d'apprécier l'utilisation des fonds alloués par son pays pour la construction du barrage à retenue d'eau.



L'ambassadeur de France Gilles Thibault en compagnie du DG de EDC Theodore Nsangou visitent le Barrage de lom pangar.

L'ambassadeur de France au Cameroun Gilles Thibault était à Lom Pangar le 23 mars 2018 dernier, afin de visiter l'ouvrage que la France a financé à hauteur de 39,353 milliards de FCFA. Gilles Thibault a été séduit par la qualité de l'ouvrage : « Je suis très impressionné car le travail qui a été fait ici est formidable », a-t-il dit. La France à travers l'agence française de développement AFD, a consacré 13 milliards pour les travaux du barrage proprement dit. Le reste de son enveloppe avait pour priorité la réalisation des engagements précisés dans le plan de gestion environnemental et social en abrégé (PGES).

Sur ce point, des détails ont attiré la curiosité du diplomate français : « pourquoi l'eau ici est verte ? » s'est-il

interrogé en observant le seuil de ré-oxygénation situé en aval du barrage : « l'eau est verte parce qu'elle contient de la chlorophylle due à la destruction de la forêt par la mise en eau. En plus, l'eau qui sort du barrage ici a perdu de l'oxygène. Il faut donc la ré-oxygéner pour nourrir les espèces aquatiques », explique Saturnin Tachovla, le responsable de l'usine de pied. L'accès des populations riveraines aux services sociaux de base à savoir la santé, l'éducation, l'eau et assainissement a préoccupé Gilles Thibault durant son séjour à Lom Pangar d'où la descente dans les villages riverains où quelques insuffisances en matière d'infrastructures ont été observées : « Nous avons 517 élèves pour cinq salles de classe, avec un maître titu-

laire et quatre maîtres des parents », se plaint Sémourng Jean le directeur de l'école publique de Ouami.

La garantie technique du barrage a été également une préoccupation du plénipotentiaire français qui ne cessait de s'interroger : « que se passera-t-il s'il y a un excès d'eau ? », s'est-il demandé. « Une digue de col a été construite pour éviter l'eau de s'échapper en aval. Nous avons une digue de 550 m par côté », a indiqué en réponse Dr Theodore Sangou, directeur général d'EDC. Avant de rassurer : « il y a un seuil de 7 milliards de m3 d'eau, en plus le barrage est construit avec une basse fusible en béton compacté rouleau capable de refouler l'eau, c'est une technique inventée par François Lapinière, et Lom Pangar est le premier barrage au Cameroun qui est construit avec ce béton ». Le directeur général d'EDC confesse pour conclure : « En réalité le barrage de Lom Pangar était conçu pour une retenue de 7 milliards de m3 d'eau, mais la banque mondiale nous a imposé 6 milliards pour éviter les gaz à effet de serre, pour ne pas gêner les gorilles et autres ». Avec une enveloppe de 39,353 milliards de FCFA, la France est l'un des grands contributeurs pour la construction du barrage de Lom pangar à travers l'AFD. Mieux encore, elle accompagne le Cameroun dans ce vaste chantier depuis la genèse du projet avec le financement des études de faisabilité. C'est donc à dessein que Gilles Thibault est descendu sur le terrain : « C'est un pari gagné ici à Lom Pangar, c'est un modèle pour ce genre de construction », a-t-il laissé entendre au terme de son séjour.

Charles Mahop.

Fako Transport en pole au terminal pétrolier de Cap Limboh

L'entreprise camerounaise quasiment a été préférée aux sociétés françaises Boluda et néerlandaise Smit Lamnalco "pour la phase de négociation".

La société Fako Transport and Shipping Company Limited, basée à Buea (Sud-Ouest Cameroun), a été retenue pour la dernière phase du processus d'attribution de la concession des activités de remorquage et de lamanage au Terminal Pétrolier de Cap Limboh.

Ce Terminal, situé à Limbe, dans la région du Sud-Ouest, abrite les opérations de la Société nationale de raffinage (Sonara) - unique raffineur des produits pétroliers au Cameroun.

Fako Transport and Shipping Company Limited, "adjudicataire provisoire de l'appel d'offres", a été retenue à l'issue de la publication des résultats de l'appel d'offres international restreint en procédure d'urgence, qui avait été lancé en juin 2017 pour la mise en conformité de l'exercice des activités de remorquage et de lamanage au

terminal pétrolier de Cap Limboh.

Les résultats ont été publiés dans la presse publique le 20 mars 2018, par le directeur général du port autonome de Douala, Cyrus Ngo'o. Trois entreprises étaient en lice pour cet appel d'offres international restreint : le prestataire de services maritime français Boluda; Smit Lamnalco Douala, filiale du groupe néerlandais Smit Lamnalco; et Fako Transport And Shipping Company Limited, société basée à Buea (Sud-Ouest) opérant dans divers secteurs tels que le fret maritime, le courtage en douane, la manutention des marchandises, les opérations de dédouanement et de livraison de marchandises. L'entreprise camerounaise a été retenue pour la "phase de négociation" avant l'attribution de la concession; tandis que les deux autres ont été éliminées

pour les faits suivants : "note technique insuffisante; visite de portance non satisfaisante". Les candidats devaient, entre autres, disposer de deux remorqueurs, d'un franc bord d'engins permettant l'assistance des navires, de vedettes ou bateaux à moteur de type zodiacs.

Parmi les activités qui seront dévolues à l'opérateur sélectionné, figurent : l'assistance dans les manoeuvres des navires (accostage, appareillage ou déhalage aux différents ouvrages d'accostage de Cap Limboh); des opérations de veille et sécurité "permanente" durant le séjour à quai des navires; la "mise à contribution obligatoire" de deux remorqueurs lors des manoeuvres à l'apontement.

F.E avec Energies-media.com

Orange va lancer sa banque numérique

Déploiement. L'opération est annoncée avant la fin 2018



Après une première expérience débutée en 2017 et jugée concluante en France, le groupe français de télécommunications Orange annonce le lancement prochain de Orange Bank, sa banque numérique sur le continent africain. D'après le journal Financier Afrik qui révèle l'information, le groupe Orange a introduit auprès de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) une demande de licence bancaire et espère démarrer ses activités dans les 8 pays de la zone d'ici la fin de l'année 2018.

Mais d'après Bruno Mettling, le Directeur général adjoint du Groupe en charge de la zone Afrique et Moyen-Orient, l'objectif d'Orange Bank n'est pas de devenir une banque traditionnelle qui offrira des services complets.

Seulement, elle entend d'offrir une bancarisation aux couches les plus écartés du système classique : « Notre mission est d'entrer sur le marché de masse et de fournir des services bancaires aux personnes qui n'y ont pas accès. Nous ne deviendrons pas une banque traditionnelle dans la mesure où nous n'ouvrirons pas nos services aux entreprises, aux banques d'investissement », explique Bruno Mettling. On apprend également de lui que Orange Bank devra s'appuyer sur la plateforme du service Orange Money, présent dans 18 pays à travers le continent. Pour sa gestion, Orange annonce qu'il choisira un partenaire, dont l'identité n'a pas encore été arrêtée.

F.E

La citation

La chose la plus importante dans la communication est d'entendre ce qui n'a pas été dit.

Peter F. Drucker

Le chiffre

1185,18
milliards Fcfa

Les établissements de la Cemac, le Cameroun exclu, ont octroyé des crédits d'un montant de 1185,18 milliards FCFA, au 1er semestre 2017.

La femme à la tête des jeunes

Fadimatou Iyawa Ousmanou. C'est la première présidente du Conseil national de la jeunesse, qui remplace Jean Marc Afesi Mbafor.



La démarche mesurée et son calme apparent cachent mal sa rigueur et son dynamisme. A 25 ans, il revient à Fadimatou Iyawa Ousmanou, originaire de Mayo-Banyo dans l'Adamaoua de présider désormais aux destinées du Conseil National de la Jeunesse du Cameroun (Cnjc). L'histoire retiendra que celle qui a passé son baccalauréat D à 16 ans au lycée bilingue de Garoua est la première femme qui prend les rênes du Cnjc depuis sa création en 2005. A la faveur du processus de renouvellement des organes dirigeants du Cnjc lancé le 17 février 2018 et achevé dimanche dernier avec l'élection des membres du bureau exécutif, c'est elle qui a été plébiscitée. Sur 56 inscrits, il y a eu 44 votants, soit un taux

de 78, 55 %. Au terme des suffrages exprimés, la liste A a remporté avec vingt voix, soit 45, 45 % contre 17 (31, 63%) et 6 (13,63%) voix respectivement pour les listes C et B. Le Cnjc sera dirigé pour les trois prochaines années par ce génie informatique. Il lui revient de mettre en synergie les 3000 organisations de jeunesse afin d'accroître la créativité des jeunes et d'optimiser leur potentiel d'action et de participation au développement à travers le Cnjc dont l'ambition de jouer le rôle d'interface entre les organisations de jeunesse d'une part ; les pouvoirs publics et les institutions internationales agissant sur les sujets relatifs à la jeunesse, d'autre part.

Fadimatou Iyawa Ousmanou succède ainsi à Jean Marc Afesi

Mbafor nommé par le chef de l'Etat à la Commission nationale du multiculturalisme. Conformément aux textes régissant le processus électoral, Simon Wadjiri, le président de la Commission électorale a rappelé que tous ceux qui contestent le processus ont 48 heures pour formuler leurs requêtes. Jointe au téléphone hier, la nouvelle présidente s'est dit prête à relever les défis qui attendent la structure qu'elle va présider. « Je suis heureuse d'être la première femme élue à la tête du Cnjc ; c'est un gros challenge mais je suis convaincu que je suis là pour rassembler toute la jeunesse. Je compte m'appuyer sur toute l'équipe pour réaliser ce défi », a-t-elle affirmé. Après le baccalauréat, Fadimatou Iyawa a poursuivi ses études à l'université de Douala. Par la suite, elle obtint une licence en génie logiciel à l'IUT de Douala. Celle qui est parfaitement bilingue est également titulaire d'un master en télécommunications et réseau. Sixième née d'une famille de huit enfants, elle a aussi fait du business administration. En attendant l'installation du nouveau bureau, Mounouna F. le Minjéc a salué les membres de la commission électorale pour leur professionnalisme. Il a par ailleurs salué la présidente et les autres membres du bureau pour leur brillante victoire électorale. Il en a été de même des candidats malheureux pour leur sens du fair play, du civisme et du respect des institutions. Avec Fadimatou Iyawa, c'est une page qui se ferme et s'ouvre en même temps au Cnjc pour la jeunesse camerounaise.

JPN

Les voix à problème de l'Undp.

Sud. Le parti de Bello Bouba Maïgari se serait adjugé cinq voix dans la région du fait du mécontentement de certains conseillers municipaux du Rdpc.

La pilule a du mal à passer dans les rangs du socle granitique du renouveau. Comment en est-on arrivé là ? Dans une région où tous les conseillers municipaux sont issus du rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), comment est-ce que l'union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp), un parti politique de l'opposition a-t-elle pu ravir cinq voix au parti de Paul Biya sur ses propres terres ? Difficile de savoir. Des voix ayant été respectivement obtenues dans le département de la Mvila (quatre) et le département de la Vallée du Ntem (une), d'après les premières tendances. Une grande première dans cette partie du pays souvent vantée d'être le bastion imprenable et de socle inoxydable du renouveau.

Pour l'heure, des grilles de lecture s'affrontent. Si d'aucuns parlent d'un malaise profond au sein du parti au pouvoir dans le Sud, d'autres veulent au contraire y voir, une expression de la démocratie. Mais déjà, des accusations fusent, avec des menaces de représailles contre « les traîtres internes » du

parti. A ce sujet, Ibrahim Gambo, conseiller municipal Rdpc à la commune d'Ebolowa 1er, pointé du doigt, s'empresse de se défendre : « Je sais que moi j'ai voté pour le Rdpc, mon parti. Je suis conseiller municipal du Rdpc. Je ne sais même pas si l'Undp existe ».

Un signal fort

A sa rescousse, Joël Emmanuel Bitoumou, maire de la commune d'arrondissement d'Ebolowa 1er estime que : « Le vote étant purement secret, on ne saurait déterminer ceux qui ont donné leurs voix à l'Undp. La politique n'étant pas une science exacte ». Le premier magistrat de la commune d'Ebolowa 1er déplore cependant que : « la discipline du parti n'ait pas été respectée ». Lors des cérémonies de lancement de la campagne de la liste des candidats du Rdpc aux élections sénatoriales, plusieurs conseillers municipaux avaient déjà commencé de faire étalage de leurs griefs à l'encontre des sénateurs sortants de la région du Sud. Aucun compte rendu parlementaire, aucune séance

de travail avec les conseillers municipaux, aucune réalisation concrète sur le terrain en faveur des populations locales.

Bref, un bilan nul comme l'ont fait remarquer André Pascal Noukimi, conseiller municipal Rdpc à la commune d'Ebolowa 2è et plusieurs autres conseillers municipaux du parti au pouvoir de la région. Conséquence, des conseillers municipaux du parti au pouvoir avaient ouvertement menacé de voter les listes des partis politiques de l'opposition en lice dans la région du Sud. Dimanche, 25 avril 2018, jour des élections, certains de ces conseillers municipaux mécontents du bilan et du comportement des sénateurs sortants ont donc fini par mettre leurs menaces en exécution en votant la liste de l'Undp. Ceci, en dépit de la discipline du parti brandi par la hiérarchie du Rdpc. « Mais c'est un message, un signal fort. Qu'on sache que l'avenir sera plus dur au niveau des municipales et législatives. Ça risque d'être serré », prévient déjà Joël Emmanuel Bitoumou, maire d'Ebolowa 1er.

Jérôme Essian

Les nouveaux chefs militaires sur le terrain

Bertoua. Ils ont la mission principale de protéger la poreuse frontière avec la République Centrafricaine où écument des bandes armées.



Les quatre chefs militaires installés.

Les chefs militaires nommés le 21 février 2018 par le président de la République dans la région de l'Est, ont été installés officiellement dans leurs fonctions respectives à Bertoua hier, 2 avril, par l'officier général Joseph Nouma, commandant de la toute nouvelle 12ème Brigade d'infanterie motorisée (Bim), basée à Bertoua dans la région de l'Est.

Les populations venues nombreuses à la place de fête de Bertoua, assister à la cérémonie qui se déroulait dans la stricte tradition militaire, n'ignorent pas le grand problème de l'heure : la recrudescence de l'insécurité. Les nouveaux collaborateurs du général Nouma auront, au-delà de leur mission régaliennne d'accompagner la

mise en service de la 12ème Bim. Mais il faut mettre fin à l'insécurité due à l'entrée en territoire camerounais des bandes armées venues de la République Centrafricaine à cause de la porosité de la longue frontière avec la Rca. Ces bandes sont à l'origine des prises d'otages, des enlèvements ; et menacent en permanence la paix et la sécurité dans les localités frontalières. Le retour de la sécurité constitue donc un défi majeur pour ces nouveaux chefs militaires.

Par ailleurs, ils auront fort à faire avec le braconnage à l'arme lourde, phénomène qui prend de l'ampleur dans le parc de tri-sanga et celui de la Lobéké. Les bandits de la grande forêt déciment les espèces telles que les éléphants et, de

manière générale, des espèces protégées. Ces malfrats se replient souvent au Congo et en République Centrafricaine. Le braconnage favorise l'exploitation frauduleuse du bois.

Les quatre promus sont : le chef d'escadron Cleotus Nsih, commandant du 12ème Bataillon d'appui de la gendarmerie, le lieutenant-colonel Martin Nsomo Mvomo, commandant du 14ème Bataillon d'infanterie motorisée, le lieutenant-colonel Aloys Medjo Along, commandant du 12ème Bataillon d'appui du Bim, et le chef de bataillon Mouafong Arouna, commandant des services et de soutien du 12ème Bim. Ils ont le profil requis pour accomplir sereinement la tâche qui les attend.

Charles Mahop

Anycolor

Encres et toners compatibles pour imprimantes et copieurs :

 Papier Transfert pour T-Shirt et Papier Pré-imprimé pour différentes Cartes.		Manifolds A4, A5, dupli et Tripli Carnets de reçu, Facturiers et Bordereau de livraison.	Toners et Encres Noir et couleur Compatibles inks and toners for printers. Anycolor
---	--	---	---

Distribuer par :

PAPETERIE LOUIS TORBEY

Tel : 222 231 889
 Email : commercial@pitorbey.com
 Situé à l'immeuble Royal Hôtel

DISTEL SERVICES

Tel : 242 168 782
 Email: distelservices@gmail.com
 Situé à l'immeuble NZIKO

SIM'S COMPUTER

Tel : 242 010 383
 Email : simsclement@yahoo.fr
 Situé au complexe ADS

Retour au bercail pour 497 héros

Lutte contre Boko Haram. Ces militaires camerounais du secteur n°1 de la Force multinationale mixte sont rentrés le 30 mars dernier d'une mission de deux mois dans la forêt de Sambisa.

Ils ont fait une entrée remarquée à Mora vendredi dernier. 497 militaires du secteur n°1 de la Fmm, lourdement équipés, ont rejoint le poste de commandement dudit secteur de la Force multinationale constituée pour combattre l'hydre Boko Haram. Les militaires camerounais commandés par le colonel Charles Mathiang sont tous rentrés sains et saufs d'une mission périlleuse au Nigeria. Ils s'y étaient rendus le 02 février pour répondre à l'invitation de leurs camarades de l'armée nigérienne. Ces derniers avaient décidé de mettre sur pied l'opération Deep Punch 2.



Des militaires camerounais du secteur n°1 de la Force multinationale en opération.

Cette opération est la plus vaste manœuvre militaire lancée par les armées des quatre pays en butte aux exactions de Boko Haram et leurs alliés. Deep Punch 2 devait aller chercher les combattants de la secte dans les confins du lac Tchad, dans les hauteurs des monts Mandara et dans les touffeurs de la forêt de Sambisa. La contribution des militaires camerounais avait été sollicitée

par le commandant du théâtre des opérations de l'opération Lafiya Dolle. Avec armes et bagages, les Camerounais sont arrivés à Pulka le 02 février. C'est de cette localité nigérienne à la lisière de la forêt de Sambisa que leur mission leur a été définie.

En soutien de leurs homologues nigériens, ils ont participé à la traque de Boko Haram

dans son sanctuaire. Le camp Zairo, ce nid d'aigle sur les monts Mandara qui servait de poste de à Abubakar Shekau, l'émir de Boko Haram a été détruit. Des terroristes en débandade ont été traqués. Leurs repaires de mont Valley démantelés. Des armes et des fabriques d'engins explosifs improvisés neutralisés. De nombreux captifs ont été libérés.

Mais, l'avancée la plus notable a été la réouverture de la route Banki-Bama-Maiduguri. Cet axe routier transfrontalier était depuis 2014 sous l'étreinte de Boko Haram. Les combattants djihadistes y bloquaient tous les échanges, paralysant ainsi le commerce transfrontalier.

Boko Haram a reculé sous la pression de Deep Punch 2 mais, la volonté de nuisance de la secte djihadiste n'a pas été altérée. L'action militaire ne suffira sans doute pas à résoudre un problème qui a été déclenché par une crise politique dans l'État de Borno en 2009. Il s'est agrégé aux problèmes économiques et sociaux que connaissait cette partie du Nigeria oubliée par la manne pétrolière. Il s'est nourri de revendications religieuses, notamment d'une application plus rigoureuse de la loi islamique (Charia) et a abouti sur un conflit armé qui menace de se propager au Cameroun, au Tchad et au Niger.

Aziz Salatou

“ La jeunesse doit être initiée aux arts de la scène ”

Pr Martin Elouga. Le chef du département des Arts et Archéologie à la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I, parle des problèmes liés à sa revitalisation lendemain de la journée mondiale du théâtre.

A quoi sert le théâtre aujourd'hui ?

Le théâtre, mot d'origine grec qui tire son nom de theatron, c'est-à-dire, « lieu où l'on regarde », est une branche de l'art scénique ou du spectacle fondé sur l'interprétation/la représentation/la mise en scène ; spectacle par lequel sont exécutés des représentations dramatiques en la présence d'un public. Le théâtre regroupe le discours, les gestes, les sons, la musique et la scénographie. Ces expressions rendent compte des fonctions du théâtre, donc de son utilité. Le théâtre est avant tout divertissant ; il remplit aussi une fonction didactique car il forme et ouvre l'esprit des publics qui le consomment, il renseigne sur la condition humaine, la vie politique, sociale, économique. En tant que miroir, il dénonce. Le théâtre est aussi thérapeutique car il corrige les mœurs, même



dans le rire. C'est un des ressorts du développement.

Quel est son état de lieu au Cameroun ?

Le théâtre est vivant au Cameroun n'en déplaise aux détracteurs de cet art d'un rôle déterminant dans la formation de la jeunesse camerounaise, de l'homme tout court. La création des filières théâtrales dans les universités d'Etat et les Ipes en est une preuve à conviction.

Vous êtes plutôt optimiste. Comment justifiez-vous l'absence d'une saison théâtrale ?

Nous sommes tellement habitués au folklore que tant qu'il n'y a pas d'institutions de genre, personne n'est rassurée de la vitalité de l'activité concernée !!! Le théâtre est enseigné partout au Cameroun, les étudiants formés dans le domaine s'expriment régulièrement aussi bien dans leurs établissements que lors de grands événements à caractère social, politique, économiques, culturels. Pensez un peu à la soirée théâtrale de Buea lors de la célébration du cinquantenaire du Cameroun !!!!

Que fait le département des arts et archéologie pour préserver la flamme théâtrale au Cameroun ?

Beaucoup de choses avec un corps enseignant aux compétences avérées !!!! La formation théorique, la formation pratique, à travers des ateliers d'écriture

et de production théâtrale, la critique théâtrale, la construction de partenariats (Ifc, Goethe Institut, etc.), l'expression sur la scène.... Voilà ce que fait le département pour les étudiants ayant choisi la filière théâtre.

Pourquoi le théâtre n'est-il pas pratiqué dans les salles de classes dans nos établissements scolaires ?

Je ne suis pas outillé pour répondre à cette question ; les autorités du Minesec et de l'éducation de base pourraient mieux nous renseigner sur la question. Mais l'idéal est que la tendre jeunesse soit initiée aux arts de la scène comme ils le sont déjà en ce qui concerne les arts plastiques ou les arts visuels, question de susciter très tôt les vocations et faire du théâtre un véritable outil de développement pour le Cameroun.

Propos recueillis par Jean-Philippe Nguemeta

Vos réquisitions M. le procureur

Tribunal militaire. Le commissaire du gouvernement se prononce le 13 avril prochain sur la culpabilité ou non des accusés de Mancho Bbc et ses coaccusés.

Le procès de l'animateur radio Mancho Bibixy, alias Bbc et certains leaders anglophones détenus depuis janvier 2017 à la prison centrale de Yaoundé, a eu lieu le 29 mars 2018 au tribunal militaire de Yaoundé. Au terme de cette audience, la présidente du tribunal a décidé de renvoyer l'audience au 13 avril prochain pour réquisition du commissaire du gouvernement et plaidoiries des avocats de la défense. C'est ce jour que le ministère public dira si Mancho Bbc, Conrad Tsi, Martin Aselecha Emile Tah et les autres accusés, sont coupables des actes de tentative de

rébellion, d'hostilité contre la patrie, d'outrage aux fonctionnaires, de sécession, pour lesquels ils comparaissent devant le tribunal militaire de Yaoundé. Après les réquisitions du procureur sur la culpabilité ou non des accusés, les avocats vont présenter leurs plaidoiries. Il s'agit d'une phase pendant laquelle, l'avocat d'un accusé déclaré coupable, prend la parole pour solliciter la clémence des membres de la collégialité vis-à-vis de son client. Tous les témoins de l'accusation ont terminé à faire leurs dépositions.

Constitués essentiellement

des fonctionnaires de police et de la gendarmerie exerçant à Bamenda, ces témoins à charge ont expliqué devant le tribunal que les jeunes gens poursuivis étaient impliqués dans les manifestations. Pendant ces mouvements de protestation, certains édifices publics ont été brûlés dans la ville de Bamenda, en novembre et décembre 2016. Les avocats des prévenus quant à eux, disent ne pas comprendre pourquoi ces accusés sont toujours jugés alors que le président de la République avait décidé d'abandonner les poursuites depuis août 2017 à l'endroit des

personnes jugées dans le cadre des mouvements d'humeur survenus à Bamenda. L'on s'achemine ainsi vers la fin de ce procès qui a commencé depuis février 2017 au tribunal militaire de Yaoundé et dans lequel se trouvaient certains leaders anglophones comme Me Felix Agbor Bala et le Dr. Fontem Aforteka. Ces deux leaders ainsi que 15 autres jeunes ont été libérés en août dernier suite à la mesure présidentielle portant arrêt des poursuites à l'encontre de certains accusés.

Prince Nguimbous

Un militaire blessé à Amtalia

Hier matin, peu avant 8h, des combattants de Boko Haram ont tenté une incursion en territoire camerounais. Ils ont ouvert le feu sur les militaires camerounais du poste avancé d'Amtalia dans le département du Mayo Sava. Après des tirs nourris, l'on a découvert que la secte voulait couvrir l'incursion de deux kamikazes. Ces derniers ont été neutralisés par les hommes du capitaine Ntsah, arrivés en intervention. Les renforts des commandos de l'opération Alpha des Bir de Waza et de Kolofata arrivés avec un blindé ont permis de repousser l'attaque avec succès.

Un militaire camerounais a été néanmoins blessé et évacué à Mora pour des soins appropriés.

Plus tôt au village Mogbare au Nord de Kossa dans le même département, Boko Haram a tué Barthélemy Naibe, un agent de santé communautaire. C'était aux alentours de minuit la nuit du 1er au 02 avril. Des hommes armés sont arrivés en grand nombre dans cette localité située non loin de la frontière avec le Nigeria. Ils ont emporté le troupeau de Barthélemy Naibe après l'avoir assassiné.

A.S.

Expo « poste centrale », vernissage demain

Arts plastiques. Cette collaboration entre le camerounais Jean-Michel Dissake et la française Atikin est une initiative du Centre international pour le patrimoine culturel et artistique.



Yaounde le 28 mars 2018, Atikin, Fabiola E Ayissi (au milieu), Jean-Michel Dissake lors de la conférence de presse

Le Centre international pour le patrimoine culturel et artistique (Cipca) veut faire d'une pierre deux coups. Dès demain 4 avril jusqu'au 10 de ce mois, elle abrite une exposition de peintures et de sculptures qui marquera aussi l'ouverture officielle de son siège sis à Emania lieu-dit montée lycée. Le programme de ce grand moment a été présenté mercredi dernier par Fabiola Ecot Ayissi, curatrice et présidente-fondatrice du Cipca. Cette exposition ouverte au public le 4 avril dès 18h30 est le fruit d'une résidence de création de trois mois (20 janvier-10 avril 2018) ayant réuni les plasticiens Jean-Michel Dissake et Atikin. La poste centrale de Yaoundé est le fil conducteur de leurs travaux. Ce choix n'est pas anodin. « Tout le monde connaît la poste centrale à Yaoundé. C'est un carrefour, le centre névralgique de la ville où converge des personnes d'horizons divers, les messages diffusés viennent du monde entier. L'objectif c'est de présenter l'art, la création artistique comme lieu privilégié d'où peut être pensée la société, le monde, dans une ville où l'art occupe encore peu d'espace », explique Fabiola Ecot Ayissi.

L'exposition « poste centrale » est aussi importante pour la manière dont elle a été réalisée. Jean-Michel Dissake, 35 ans compte plusieurs expositions à

son actif dont : « Palabre écologique », « Lianes et formes », etc. Basé à Yaoundé, l'artiste travaille avec de la matière morte comme le bois. Le plasticien réalise un travail de récupération et de valorisation des déchets urbains et de la jacinthe d'eau pour attirer l'attention des populations et des pouvoirs publics sur la destruction de la nature. La française Atikin de son vrai nom Florence Boyer Etoga est basée en Aix-en-Provence. Son travail est une fusion entre peinture, sculpture et poésie. Elle propose de l'acrylique sur toile ou de la peinture à huile. Ce mercredi, il sera intéressant d'observer comme des plasticiens à la sensibilité artistique différentes ont réussi à accorder leur violon.

Fondé en 2012, le Cipca a pour mission de réaliser des projets culturels à partir de Yaoundé et met un accent sur la création artistique et les cultures orales. Sa fondatrice Fabiola Ecot Ayissi est une experte en promotion du patrimoine immatériel formée en Espagne. Dans le cadre des activités du Cipca, elle a piloté des projets comme le patrimoine sonore des pygmées, a été commissaire de l'exposition itinérante Gaspar Goman à Yaoundé et à Malabo.

Elsa Kane

Les Jeux de la Fénassco Ligue A se sont ouverts

Ngaoundéré 2018. Le coup d'envoi de la 20ème édition de cette compétition avec 2500 athlètes a été donné dans le chef-lieu de la région de l'Adamaoua hier.



Ngaoundéré, le 2 avril 2018. Stade Ndoumbe Oumar. le coup d'envoi des Jeux par Nalova Lyonga, la Minesec.

La ville de Ngaoundéré, chef-lieu de la région de l'Adamaoua, grouille de monde en ce moment. Près de 3000 personnes, dont 2500 athlètes du secondaire, encadreurs et officiels confondus se sont retrouvés à la cérémonie d'ouverture de cette 20ème édition des Jeux scolaires de la Fénassco (Fédération nationale des sports scolaires) Ligue A hier. Il y a longtemps, selon certains citoyens de la ville de Ngaoundéré, le stade municipal Ndoumbe Oumar n'avait pas connu une telle affluence. Près de 5000 personnes dans cette arène qui a connu une réhabilitation dans ses couleurs, ses vestiaires, la réfection de sa main-courante avec une grille de séparation. « Je vous souhaite de passer une semaine de joutes sportives sans violence. Comme le disait le légendaire Jessy Owen : « l'amitié qui se

forge autour du sport est la véritable médaille d'or. La médaille que vous recevrez va perdre son éclat, mais les relations nouées demeureront », a déclaré Nalova Lyonga, la ministre des Enseignements secondaires, présidant la cérémonie d'ouverture, en présence des autres membres du gouvernement, des autorités administratives et traditionnelles de la région de l'Adamaoua. Pour la première fois dans l'histoire de la Fénassco, la cérémonie d'ouverture a été présidée par une ministre dame.

L'on a assisté pendant cette ouverture, à la prestation de serment des différents acteurs de ces jeux Fénassco ligue A. Hélène Kouma, délégué des Sports de l'arrondissement de Ngaoundéré II, au nom des encadreurs. « Au nom de tous les entraîneurs, et des autres membres de l'entourage de l'athlète,

je promets de faire respecter les règles et de défendre pleinement l'esprit de sportivité et le Fair-play sur tous les sites de compétition, selon les principes fondamentaux de l'olympisme », a promis Hélène Kouma, délégué des sports de l'arrondissement de Ngaoundéré II. Yves Honoré Malam, le rapporteur de la Commission de volleyball, au nom des officiels a dit : « Au nom de tous les juges et officiels, je promets que nous remplirons nos fonctions à ces présentes finales nationales des Jeux de la Fénassco ligue A édition 2018 en toute impartialité, respectueux des règlements et fidèles aux principes du véritable esprit sportif ». L'athlète choisie pour parler au nom de tous les autres est une footballeuse du lycée classique et moderne de Ngaoundéré. Berthe Koma Mbih : « Nous athlètes de la Fénassco Ligue

A, seront loyaux, respectueux des règles qui les régissent et désireux d'y participer dans un esprit chevaleresque, pour l'honneur de notre équipe et de la gloire du sport », a-t-elle promis.

Cette 20ème édition des Jeux Fénassco Ligue A ont plusieurs innovations. « Le sport scolaire, au niveau du vivre ensemble, nous a permis de conserver les acquis au niveau de la ligue A, au niveau du nombre de disciplines sportives au nombre de dix en filles et en garçons, parce que nous respectons la parité et l'approche genre à la Fénassco. Nous respectons cela. Donc, c'est l'égalité filles et garçons parmi ces athlètes dans toutes les disciplines, même la lutte. Le nombre de jeunes officiels est de six par région ; ce qui donne 60 au total. Nous avons opté, à côté des élèves qui jouent, à former aussi les jeunes officiels pour arbitrer, parce que les arbitres sont les magistrats du sport. Donc, on les forme également pour qu'ils viennent six par région également dans plusieurs disciplines, multiplié par dix régions, ça fait 60. Enfants qui vont arbitrer des matchs, encadrés par des adultes », a indiqué Samuel Rigobert Mandeng, le président de la Fénassco Ligue A. Au-delà de la flamme olympique allumée par Issa Hamza, le triple champion du monde de boxe en poids Welter, invité spécial de ces Jeux, il a eu le défilé des délégations, venus des dix régions du Cameroun.

Achille Chountsa à Ngaoundéré

L'Adamaoua commence par une victoire

Football féminin. Le lycée classique et moderne de Ngaoundéré, représentant de cette région, a battu celui du Sud par 2 buts à 1 en match d'ouverture au stade Ndoumbe Oumar.

Les dirigeants de la Fénassco ont choisi comme match d'ouverture de la 20ème édition, celui de football féminin. Ce match a opposé le Lycée classique et moderne de Ngaoundéré, représentant de la région de l'Adamaoua au lycée technique de Nieté, représentant la région du Sud. Et pour un match d'ouverture, il y a eu du spectacle, avec la remontée au score, puis la victoire des jeunes lycéennes de la ville hôte sur le score de 2 buts à 1. L'on disputait les dernières minutes de jeu et le 4ème arbitre a indiqué 2 minutes de temps additionnel. C'est pendant ce moment que l'irréparable va se produire dans le camp de l'équipe représentant la région du Sud. Inès Neng, la défenseuse centrale, loupe son dégagement et le ballon en cloche

est parti vers les buts. La gardienne de buts a laissé le rebond. Mais, sans compter qu'il s'agissait d'un rebond avec effet. C'est ainsi que le ballon a achevé sa course dans ses filets. Cet auto-goal a ainsi donné la victoire à l'équipe de Ngaoundéré, qui avait été mené depuis la première mi-temps.

Sylvie Abougou (19ème) avait réussi à battre toutes ses adversaires avant de propulser le ballon au fond des filets. La mi-temps était intervenue sur ce score à l'avantage des jeunes du Sud. De retour des vestiaires, il y a eu une réorganisation du dispositif tactique de l'équipe de Ngaoundéré. Nomo Evina a eu pour rôle de jouer en poste au milieu de terrain pour l'attaque et vice-versa. Mission qu'elle a su mener, jusqu'à ce

score : « Sur le plan technique, c'est satisfaisant, parce que ce que nous voulons plus observer, c'est la maîtrise des fondamentaux de jeu que sont l'amorti de balle, le dribble, la passe. Tout au long du match, on a tout de même eu quelques fondamentaux. C'est déjà ça, puisque ces enfants sont dans le stade de la formation. La suite de la compétition nous réserve des matchs satisfaisants ».

Les matchs dans les tous les sites de compétition en toutes les dix disciplines vont commencer dès ce matin. Les jeunes des établissements champions des dix régions du Cameroun vont offrir du spectacle au public de la ville de Ngaoundéré. Le show sportif est lancé depuis hier.

A.C à Ngaoundéré

Réactions

“Personne ne va plus nous battre”

Aïssatou Moussa, capitaine du lycée classique de Ngaoundéré

Nous avons été distraits sur le terrain pendant la première mi-temps. Mais au fur et à mesure, nous sommes revenues dans le match. Et du coup, nous avons senti la nécessité de ne pas perdre ce match, parce que nous jouons chez nous. Notre adversaire s'est vite essoufflé en première mi-temps et après nous avons repris les choses en main pour gagner. La suite, nous avons un d'autres matchs que nous comptons ga-



gner. Nous croyons que personne ne va plus nous battre »

“Nous rattraper au prochain match”

Ayi Ngoni Bafani, joueuse du lycée technique de Nieté

C'est à la dernière minute que nous perdons ce match, parce que nous avons été fébriles en défense. Mais, nous allons nous rattraper au prochain match. Nous irons vers l'avant pour remporter le prochain match. Nous avons mené avant de nous faire rattraper, parce que nous n'avions plus de souffle. Notre adversaire n'était pas mal. Mais, nous avons dominé le jeu, malgré sa



victoire. Personne ne va plus nous battre pour la suite

“Les enfants n'auront pas de soucis”

Nalova Lyonga, ministre des Enseignements secondaires

Je suis très contente, parce qu'après trois jours de présence ici pour voir si les enfants sont dans de meilleures conditions, tout se passe très bien. Nous sommes venus partager cette fête avec nos enfants et c'est une bonne chose. La seule chose à dire est au niveau des personnes chargées d'organiser le défilé, qui ont laissé un gap entre les délégations. Et le match que nous avons suivi a laissé voir que les arbitres ont été justes. Après trois jours de suivi sur ce qui a été fait en termes de préparation de ces Jeux, le Gouverneur, le secrétaire d'Etat, et moi-même, nous avons pris soins de nous rassurer que les enfants n'auront pas de soucis (...) Je dis merci à tous les techniciens qui sont intervenus dans la réhabilitation de ces infrastructures, à ceux qui ont assuré le transport des



enfants (...) Les Jeux sont un véritable moment de brassage de la jeunesse. Plusieurs jeunes filles pratiquent diverses disciplines. La barrière qui veut que les filles ne pratiquent pas le sport est brisée. Venez voir plusieurs jeunes filles ici à Ngaoundéré. Félicitations à toutes les filles de toutes les délégations ! Vous êtes les femmes leaders de demain ».

“Continuer à lutter contre la tricherie”

Ghislaine Bebom, coordonnatrice nationale des Jeux

Le milieu scolaire est éducatif. Madame la ministre de l'Education Secondaire a donné le ton. On doit être dans le respect des valeurs éducatives, des valeurs civiques et des valeurs morales. Aujourd'hui, il n'est pas question qu'on vienne polluer l'atmosphère avec des antivaleurs. On sera rigoureux. Dès qu'on sent qu'il y a une fraude, on va sanctionner directement. Tout le monde est d'avis qu'on doit continuer à lutter contre ce phénomène de tricherie, même comme on ne peut pas lutter contre le péché. Mais je crois qu'aux Enseignements secondaires à la Fénassco Ligue A, le péché va continuer à disparaître.

Nous sommes en train de travailler pour éradiquer la fraude. Au niveau des scolaires, ça a reculé à presque 99%. Maintenant, c'est au niveau des Enieg et Eniet qu'il y a un grand problème, parce que de ce côté il n'y a pas de limite d'âge. Mais, le secrétaire d'Etat aux Enseignements normal nous a donné des listes pour traquer ceux qui vont tenter de frauder (...) Sur le plan technique, rien n'est à reprocher pour cette première journée. Nous allons continuer à donner le meilleur de nous-mêmes ».

Propos recueillis par A.C à Ngaoundéré

Mima Youth Open 2018, c'est parti!

Yaoundé. Le tournoi international de lawn tennis regroupant les catégories de jeunes a été, pour la 4ème édition, déporté dans la capitale politique en cette année 2018.



Le Mima Youth Open 2018 est lancé au tennis club de Yaoundé.

Le tennis club de Yaoundé est le nouveau site où se jouera le Mima Youth Open (MYO). Le tournoi de lawn tennis qui réunit depuis décembre 2015, les jeunes pratiquants de la discipline et dont le parrain est Yannick Noah. Pour ses trois premières éditions, les matches se sont joués au tennis club de Douala, avant que les organisateurs, Tara Sports and events ne se voient offrir le tennis club de Yaoundé dont les infrastructures sont entièrement renouvelées depuis quelques mois. La petite balle

jaune va donc se balader à travers les filets de quatre courts pendant cette période des vacances pascales. Tous les jours (du 2 au 7 avril 2018), les différentes catégories homologuées rivaliseront d'adresses et aussi de puis-

sance en face de la maison de la radio Crtv de Yaoundé. Il y aura les poussins, benjaminiens, minimes, cadets et juniors, aussi bien chez les filles que chez les garçons. Pour cette quatrième édition, les effectifs frôlent les records de participations : « Nous sommes encore en train d'enregistrer les enfants en ce premier jour, mais il y en a déjà 167 qui sont arrivés, en attendant ceux du grand nord qui sont encore dans le train qui les emmène ici à Yaoundé », nous a lancé Eric Tanga, directeur technique du tournoi (voir interview). Pour un sport que plusieurs ont qualifié à tort ou à raison d'élite, ces enfants qui viennent de toutes les couches de la société donneront du spectacle pour valoriser les enseignements de leurs entraîneurs qui se démènent pendant toute l'année dans l'objectif de les faire avancer dans leurs rêves de champions. Tous sont aux trousseaux du parrain Yannick Noah, vainqueur du tournoi de Roland Garros en 1983, alors qu'il avait commencé à jouer à Yaoundé avec une ardoise.

David Eyengue

Happy sport de Douala rêve de trophées

Mima Youth Open 2018. Depuis les trois premières éditions, ce club n'a pas encore goûté au bonheur d'un titre, et veut jouer sa carte à fond cette année.



L'équipe de Happy Tennis Club de Douala rêve de trophées.

Happy Sports Tennis Club (HTC) de Maképé dans l'arrondissement de Douala 5ème, est un des clubs privés de tennis du Cameroun qui a deux courts de tennis très sollicités par les adultes et les enfants. Une école de tennis y est ouverte depuis les 18 années d'existence où plusieurs champions comme Mamo Flore ou Etienne Teboh (plusieurs fois champions du Cameroun) sont passés. Un club dont le directeur technique

n'est autre que Depollo Nana Nzinguia, DTN adjoint de tennis à la fédération. Pour ne pas rater le regroupement annuel de tous les pratiquants de tennis des catégories inférieures, le HTC a envoyé huit représentants dans les catégories Poussin, Benjamin et Minime. Njiejjo Gervais est l'entraîneur adjoint du club qui a fait le déplacement avec les huit « futurs champions » qui rêvent de trophée : « Pour les premières éditions du MYO, nous avons atteint les demi-finales avec certains de nos enfants. Cette année, nous regardons un peu plus loin, nous voulons arriver en finale, et rentrer avec au moins un trophée. Nous avons travaillé pour cela, et on attend. Le plus grand de nos enfants ici présents est Minime (12 ans). Ceux de nos cadets sont tous en classes d'exams en terminale, et les cours ne sont pas arrêtés pendant ces congés. Mais avec les huit enfants que nous avons ici, le rêve est permis », nous a confié le jeune entraîneur. Six garçons et deux filles vont porter l'ambition du club de Douala. Il s'agit de Nguessop Tsamo Michel Vianny (Poussin), Temgoua Sateu Jefferson (Benjamin), Cammandji Michel Marc-Andy (Benjamin), Benga Martin Junior Lebeau (Benjamin), Fobissie Scott (Benjamin) et Nzinang Kwete Gregory (Minime) chez les garçons, et Balida Michel Adrina (Minime), Teboh Elisabeth Engwari (Minime) chez les filles. Certains pléniptentiaires du HTC sont à leur 3ème édition dans le tournoi MYO.

“Un examen tennis annuel à ne pas rater”

Eric Martial Tanga. Le directeur technique du tournoi qui pour sa 4ème édition, est logé au tennis club de Yaoundé nous présente les enjeux

Combien d'enfants participent au tournoi cette année ?

Nous avons commencé depuis ce matin (le 02 avril 2018) ici au tennis club de Yaoundé. Le tournoi accueille les enfants venus de toutes les régions du Cameroun et quelques-uns venus de l'étranger. Nous avons déjà enregistré 167 enfants, toutes catégories confondues.

L'effectif augmente-t-il par rapport aux années précédentes ?

L'effectif est grandissant. Chaque année, on voit le chiffre des enfants être plus grand. Le plus gros effectif, c'était celui de 2017 où nous avions 150 jeunes.

Le tournoi est passé international depuis l'année dernière. Y a-t-il encore des étrangers et de nouveaux ?

Nous connaissons le même problème que tous les organisateurs de tournois internationaux de jeunes en Afrique, avec les problèmes administratifs et financiers. Nous attendions deux ivoiriens chez les juniors, deux Centrafricains, deux Gabonais, et un Malien. Chez certains, ils sont encore à la recherche du billet d'avion ou de sponsor, certains attendent qu'on leur donne le visa, et aussi le problème des correspondances de vols. Pour l'instant, ce sont les deux Gabonais qui sont arrivés, on attend les autres. Les Centrafricains annoncés cherchaient encore ce matin le moyen par lequel ils vont rallier Yaoundé. Si d'ici demain (mardi 3 avril 2018) ils ne sont pas là, ils ne pourront pas prendre part au tournoi.

Pourquoi Yaoundé au lieu de Douala comme pour les précédentes éditions ?

C'est une innovation. On s'est rendu compte qu'on commençait déjà à déséquilibrer notre système. Et nous avons voulu départager un peu les sites cette année. Vous savez que nous avons un très grand tournoi de Séniors (BGFI Noah Tour, ndr) qui se joue à Douala. Et celui-ci aussi se déroulait à Douala. Nous avons voulu faire la part des choses. Nous avons choisi ce lieu convivial pour la fête des enfants, ici au tennis club de Yaoundé.

Avec le déplacement du site, y a-t-il des enfants venant d'autres régions qui ne venaient pas à Douala ?

Dans les tournois précédents, nous avions les enfants qui venaient de toutes les régions. Mais c'était un peu plus pénible pour ceux des régions du septentrion. Par exemple ceux qui viennent de Maroua (qui sont encore dans le train en ce moment). Quand ils devaient venir à Douala, arrivés ici, le parcours continuait. Ils avaient encore un trajet en bus. Alors que pour cette



année, ils ont moins de distances à parcourir. Quand ils descendent du train, ils sont arrivés. Nous aurons vraiment une forte représentativité des régions du Cameroun.

Pour la 4ème édition, il y a toujours la pression du début ?

Un peu de pression certes, mais beaucoup plus la joie de regrouper ces enfants une fois l'an pour la fête du tennis. C'est le résultat recherché. Nous voulons que les jeunes s'intéressent à la discipline et c'est cette vulgarisation que nous faisons aujourd'hui à travers le tournoi Mima Youth Open.

Quels objectifs pour cette édition de 2018 ?

Ils sont les mêmes que chaque année. La détention, essayer de voir si on peut améliorer dans le domaine de l'encadrement, car les jeunes qui seront les meilleurs feront partie de la Team Tara. Les sélectionner, les encadrer, les former afin qu'ils deviennent de grands champions.

Les enfants qui viennent d'autres villes sont logés par l'organisation ?

Non, ce n'est pas évident quand le tournoi devient de plus en plus grand. Au début, il y a plusieurs annonceurs qui s'inscrivent, et au fur et à mesure que la date du tournoi approche, certains désistent, et on se retrouve avec parfois moins de la moitié de ceux qui s'étaient annoncés. Cela réduit donc notre marge de manœuvre financière qui fait que nous ne pouvons pas loger les joueurs. Chaque parent trouve une solution pour son enfant. Pour l'instant, les parents ont compris qu'ils envoient leurs progénitures dans les écoles de tennis pour s'entraîner, et que le MYO est un peu comme l'examen national à ne pas rater.

Les dix tenants des titres sont-ils présents pour défendre leurs couronnes ?

Ils sont tous présents. Ils vont pour certains défendre leurs titres dans la même catégorie, pour d'autres, aller se battre dans une catégorie supérieure.

Propos recueillis par D.E